

Lutte de classe

Crise économique passagère ou agonie du capitalisme ?

A lire et à entendre les chiffres qui nous sont fournis avec un certain enthousiasme par les médias, à propos des résultats *florissant* des différentes places boursières à travers le monde en 2005 (à l'exception de Wall Street), d'une part, des bénéfiques *mirabolants* enregistrés par les grandes entreprises et les multinationales au cours de l'année écoulée, d'autre part, on serait en droit de penser, à première vue, que le capitalisme mondial se porte merveilleusement bien, et sans chercher le moins du monde à extrapoler, on pourrait lui prédire un avenir radieux et éternel...

A lire et à entendre les chiffres qui nous sont fournis par les médias et les différents acteurs institutionnels, à propos de la dette colossale de l'État français (pour se limiter ici à la France), du déficit du commerce extérieur et de la faible croissance du PIB en 2005, on serait tenté de penser que le capitalisme français et l'État sont très mal en point et qu'ils doivent faire face à une nouvelle crise...

Tout cela pour dire, que tout est sciemment organisé pour que personne ne s'y retrouve et ne sache quoi penser en définitif sur la situation économique. Gageons que c'est bien là l'objectif de désinformation poursuivi.

Si la politique est le concentré de l'économie, on peut en déduire facilement que lorsque l'on ne comprend pas ou peu ce qui se passe au niveau économique (à l'échelle internationale), on ne peut pas comprendre grand chose à ce qui se passe au niveau politique, on peut facilement se faire manipuler ou se laisser aller à entretenir des illusions. On pourrait ajouter que ne pas en tenir suffisamment compte aboutit au même résultat.

Cela permet aux différents dirigeants des partis et des syndicats de dire et faire ce qu'ils veulent, sans risque d'être contredit ou de devoir affronter une contestation organisée au sein de leur propre parti, ou de se retrouver confronté à une mobilisation massive et déterminée de la population dans le cas du gouvernement...

Il faut donc en déduire que tout est fait sciemment pour empêcher les militants, les travailleurs et les jeunes de se saisir des questions économiques, afin de leur interdire de les retranscrire en termes de mobilisation au niveau politique, sur le terrain de la lutte des classes.

Essayons modestement et brièvement de comprendre les rapports qui existent entre les différents facteurs économiques, sociaux et politiques.

Les résultats flamboyants de la Bourse, des multinationales et des grandes entreprises sont le produit de la mise en œuvre d'un processus complexe aux multiples ramifications qui dépasse la seule extorsion de la plus-value aux travailleurs, au cours du processus de production.

Pour avoir une idée plus précise de la situation économique, il faut donc considérer l'ensemble des facteurs économiques entrant en ligne de compte avant, pendant et après le processus de production qui concourent non seulement à la réalisation des résultats comptables des multinationales et des entreprises en général, mais qui participent aussi largement à la détermination de la situation globale de l'économie capitaliste.

Prenons un exemple. Pour évaluer avec précision le coût de l'énergie atomique, il ne faut pas se borner aux seuls coûts de production du kW, en amont, il faut ajouter l'argent qui a été investi dans la recherche, le coût exorbitant de la construction des centrales nucléaires, et en aval, il faut ajouter la gestion du traitement et du stockage des déchets radioactifs, l'impact sur l'environnement et la santé, le fonctionnement des institutions nationales et internationales liées à l'énergie atomique, les dispositifs de préventions et d'information, les exercices de simulation d'accident, etc.

Qu'en est-il pour la Bourse et plus particulièrement pour les entreprises ? Quels sont les éléments qui entrent en compte dans la réalisation de leurs bénéfices ? En d'autres termes : le bonheur d'une poignée de capitalistes ne fait-il pas le malheur de la majorité de la population ?

Voici une liste non exhaustive des contreparties négatives de ces « *bénéfices* », leurs conséquences dramatiques pour les travailleurs, dont on ignore le plus souvent encore la nature, l'ampleur et le coût total :

1- Augmentation de la productivité grâce à une plus grande flexibilité et un moindre coût du travail :

- a. La généralisation de la précarité de l'emploi (CNE, CPE, apprentissage, stages, intérim, travail à temps partiel) en liquidant progressivement le CDI, trop contraignant et surtout trop coûteux ;
- b. Le maintien des salaires à un niveau misérable, au niveau du SMIC ou en dessous ; l'augmentation du nombre d'heures travaillées sans augmentation de salaire, le recours à la main d'œuvre gratuite, etc. Le chômage permet aussi de tirer les salaires vers le bas et d'accroître la concurrence entre les travailleurs dont profitent les entreprises ;

c. Les dérogations au Code du travail et aux Conventions collectives par le biais d'accords d'entreprise dérogatoires, etc., permettent aux patrons d'augmenter considérablement la productivité de leur entreprise et leur profit en exploitant davantage les travailleurs.

Les gains supplémentaires réalisés par les patrons se traduisent donc globalement par une baisse du pouvoir d'achat des salariés, la détérioration des conditions de travail, etc. Dès lors, il faut exclure 10 ou 12 millions de travailleurs des « bénéficiaires » dont une grande partie appartient à la catégorie des travailleurs pauvres nécessitant une aide extérieure pour survivre.

2- Ils bénéficient de la manne bienveillante du gouvernement et de l'Union européenne.

a. Ils ont reçu en 13 ans plus de 150 milliards d'euro sous forme d'exonérations de cotisations sociales, sans aucune contrepartie, cela va de soi ;

b. Il faut y ajouter les dégrèvements fiscaux, les réductions de taxe ou d'impôt, les cadeaux divers et ponctuels du gouvernement, de l'Union européenne, dont bénéficient les patrons, sans aucune contrepartie ; Cotisations sociales (salaire différé), taxes, impôts, cadeaux, somme énorme que l'État réclame ensuite aux contribuables ou aux assurés sociaux (Sécurité sociale, UNEDIC), c'est-à-dire aux travailleurs.

Les bénéfices des entreprises ont pour contrepartie d'alimenter la dette de l'État et de piller littéralement la Sécurité sociale, l'Unedic, etc.

3- Jeux d'écriture et évasion fiscale.

a. Un ensemble de jeux comptables permet de réduire mécaniquement le niveau des bénéfices déclarés ;

b. Des pratiques financières frauduleuses dignes de la mafia, légales ou non, permettent aux sociétés de faire disparaître une partie de leurs bénéfices en les transférant sur des comptes anonymes dans les paradis fiscaux... Cette pratique est en voie de généralisation. Ces comptes dont le nombre dépassait les cent mille en 2002, représentant des plusieurs centaines, voir des milliers de milliards de dollars. (*Les nouveaux maîtres du monde* de Jean Ziegler, Éditions Fayard)

4- Comment leurs bénéfices sont-ils extorqués et ventilés?

a. Plus de la moitié des 50 premières entreprises cotées au CAC 40 sont en réalité contrôlées par des fonds étrangers, des fonds de pensions américains principalement, et parmi les cinq premières banques d'affaires en France, on trouve quatre banques américaines (Goldman Sachs, JP Morgan, Morgan Stanley et Merrill Lynch). Leur seule préoccupation est d'engranger un maximum de profit à court terme afin de le réinvestir sur le marché de la spéculation boursière.

En partie ou en totalité, ces bénéfices ne profiteront pas à l'entreprise qui les a réalisés, encore moins à ses travailleurs, ils ne seront pas non plus réinvestis dans le processus de production, donc ils ne créeront aucune valeur nouvelle, aucune richesse.

b. Les multinationales et les grandes entreprises ont de nombreuses filiales installées à l'étranger. Ces filiales bénéficient de statuts fiscaux particuliers qui permettent de conserver leurs bénéfices sur place ou de n'en rapatrier qu'une partie, quand ils ne disparaissent pas tout simplement.

Loin d'enrichir les pays et les peuples concernés, elles les pillent en réalité, grâce notamment aux fameuses « zones franches », véritables zones de non-droit.

c. Les multinationales et les grandes entreprises qui réalisent une partie importante de leur chiffre d'affaires et de leurs bénéfices à l'exportation passent par des sociétés partenaires dont les statuts et le fonctionnement échappent au contrôle de la législation française.

Il est facile pour les capitalistes de s'entendre entre eux, et de sous-évaluer le montant d'une facture, pour ensuite empocher discrètement la différence avec le prix réelle des marchandises expédiées, à charge aux partenaires de se débrouiller avec leurs administrations locales quitte à les corrompre.

d. Ces mêmes multinationales et grandes entreprises n'hésitent pas employer dans leurs filiales à l'étranger de la main d'œuvre sous payée, des enfants, sans protection sociale, dont les conditions de travail sont dignes de l'esclavage.

Leurs bénéfices à l'odeur de la misère, de la sueur et du sang des travailleurs surexploités en Afrique et en Asie, des enfants mal traités livrés à des patrons rustres et au comportement inhumain.

e. Afin de jouer sur le prix des matières premières ou pour gagner des parts de marché, elles n'hésitent pas à déstabiliser des États en finançant des armées de mercenaires de plus en plus composées d'enfants soldats ; à corrompre les régimes en place, alimentant les guerres et les guerres civiles qu'elles ont elle-même programmées ou encouragées.

Le cynisme des dirigeants des multinationales et des entreprises en général ne connaît pas de limite. Ils sèment le désespoir, la terreur, la misère et la mort à travers le monde afin de réaliser leurs profits à

n'importe quel prix. Le coût pour les populations et les États concernés dépasse à lui seul la totalité de leurs bénéfices.

En conclusion, on peut affirmer non seulement que les bénéfices empochés par les actionnaires et les patrons ne profitent pas aux travailleurs et aux peuples, cela on le savait déjà, mais qu'en plus, ils ont un coût induit négatif supérieur en terme économique et social à la totalité de leurs bénéfices. En fait de bénéfices, l'activité globale du système économique capitaliste s'inscrit en négatif.

On peut affirmer que les bénéfices réalisés actuellement par les multinationales et les grandes entreprises hypothèquent gravement l'avenir des générations futures.

Le capitalisme n'est plus désormais synonyme que de précarité, de misère sociale, de putréfaction, de faillite, de décomposition, de barbarie en France et à travers le monde.

Par manque de place et de temps, nous n'avons pas traité de l'État. Très rapidement.

Il aurait suffi d'évoquer le montant approximatif de la dette totale des États incluant leur dette intérieure pour dépasser le chiffre astronomique de 25 000 milliards de dollars, une somme gigantesque qui à elle seule permet de comprendre que le capitalisme ne survit désormais plus que grâce au crédit, en hypothéquant l'avenir de l'humanité, comme nous l'avons déjà dit précédemment. Si l'on ajoute le montant total des dépenses annuelles d'armement au niveau mondial qui dépasse les 1 000 milliards de dollars, on n'a plus aucun doute à avoir sur l'incapacité du capitalisme à « se dépasser », à « se renouveler », et bien sûr à « s'humaniser », comme l'affirment les altermondialistes et les réformistes de tout poil. L'économie de guerre est devenue l'un des principaux facteurs de la survie du capitaliste mondial.

La liquidation des services publics, la nécessité de les privatiser pour les réintroduire dans le circuit de la concurrence et les livrer aux lois du marché procède de la même logique, s'inscrit dans le même processus destructeur : tout est bon pour réaliser du profit, la santé, l'éducation, etc., quitte à développer les pires inégalités et les pires injustices, les capitalistes ne s'embarrassent pas avec ce genre de scrupules, leur morale et la nôtre, c'est un combat classe contre classe.

Nous ne sommes pas face à une crise cyclique du système capitaliste comme il nous y a habitué depuis le milieu du XIX^e siècle. Tous les éléments présents dans ce document prouvent amplement que le capitalisme n'a plus la capacité à jouer un rôle progressiste dans le monde et dans l'histoire de la civilisation humaine. Par conséquent, il n'est pas question d'envisager de procéder à une « redistribution » ou une « meilleure répartition des richesses », thème cher aux réformistes et aux stalinien, le système capitaliste doit être tout simplement aboli et disparaître le plus tôt sera le mieux.

Le combat pour la révolution prolétarienne et le socialisme n'est pas une question théorique ou idéologique à proprement parlé, c'est avant tout une nécessité économique et sociale impérieuse pour l'humanité tout entière.

Ceux qui refusent de voir en face cette réalité au nom du « néo-capitalisme », ou sous des prétextes idéologiques et dogmatiques divers, prennent la lourde responsabilité de conduire l'humanité au chaos en préparant le terrain à la victoire finale de la barbarie.

Nous ne pouvons pas en accepter le mauvais augure.

Toutes les décisions prises par le gouvernement Chirac-de Villepin et le Medef sont guidées par une seule et même motivation : mettre tout en oeuvre pour assurer à n'importe quel prix social la survie du système capitaliste basé sur la propriété privée des moyens de production, quitte à renforcer si nécessaire l'arsenal judiciaire répressif et à voter des lois liberticides chaque semaine s'il le faut.

Qui peut imaginer un seul instant qu'ils prendraient le risque énorme d'affronter directement les travailleurs et la jeunesse avec le « contrat nouvelles embauches » et le « contrat premières embauches », s'ils pouvaient faire autrement ? Le gouvernement et le Medef n'ont plus le choix. D'ailleurs ils le disent eux-mêmes : il n'y a rien à négocier.

A partir de là, ceux qui prétendent « négocier » quoi que ce soit au nom des travailleurs, ceux qui s'adressent au gouvernement pour lui demander « de trouver des solutions » tout en tentant malicieusement de nous écarter du centre de décisions en nous baladant du côté de Bruxelles, trahissent en réalité les intérêts des travailleurs et de la jeunesse ou font preuve d'une surprenante incompréhension de la situation économique, en entretenant des illusions dans la capacité du gouvernement à réaliser la moindre réforme, à accepter la moindre avancée sociale, alors que chaque jour qui passe il nous assène ses contre-réformes scélérates.

Il est évident que le gouvernement et le patronat profitent du soutien sans faille des appareils des partis et des syndicats du mouvement ouvrier pour tailler à la hache dans le Code du travail.

Jusqu'à quand le pourront-ils ?

Il y a urgence à organiser la mobilisation unie des travailleurs et des organisations pour mettre en échec les plans meurtriers du gouvernement et du Medef.

Y a-t-il une autre voie que la grève générale jusqu'à satisfaction pour en finir avec ce gouvernement, pour mettre à bas ce régime honni ?

Retrait immédiat et sans condition du CNE et du CPE !

A bas le gouvernement minoritaire et illégitime Chirac-de Villepin !

Organisez-vous dans un parti ou un groupe ! Syndiquez-vous ! L'heure est grave, la situation nécessite la mobilisation générale de l'ensemble des travailleurs et de la jeunesse avec leurs organisations.

Constituez des comités de résistance populaire ou participez aux comités déjà existants dans les quartiers et les entreprises, en leur donnant pour objectif non pas la « *rupture avec l'Union européenne* », mais la conquête du pouvoir par la classe ouvrière et l'ensemble des travailleurs.